

Le "Tournant énergétique" vu de Suisse.

Par "un Suisse".

30 octobre 2013

(Ce texte, simplifié et remis en forme par Michel Gay, est extrait d'un courriel écrit par un "technicien" dans le domaine des centrales nucléaires suisses, à la suite d'une intervention télévisée, en Suisse, d'un anti-nucléaire.

Il est intéressant parce qu'il montre le mensonge et la distorsion de la réalité des "Verts" dans leur combat idéologique contre le nucléaire).

Je m'exprime sur la base d'informations publiques. Je préfère rester anonyme pour éviter des problèmes internes / externes... Il plane un certain Mac Carthisme Vert en Suisse ces dernières années.

Sur le coût de production du kWh nucléaire .

Notre lutin vert n'est pas loin de la vérité (il faut bien la connaître quand on veut la manipuler) concernant le prix du kWh de la centrale nucléaire de XX (en Suisse), qui oscille entre 6 et 7 centimes, au gré des dépenses nécessaires / imposées (rééquipement, autorités, etc..) ou des programmes d'économie interne.

Là où le bât blesse, ce n'est pas quand le lutin vert annonce au JT que le démantèlement coutera cher (on le savait, on le sait et c'est révisé tous les 5 ans), mais c'est quand il fait des amalgames, des raccourcis et qu'il énonce des mensonges pour justifier le Tournant énergétique que les nouveaux Ayatollahs énergétiques (le vert étant la couleur de l'Islam, je ne voudrais pas créer d'amalgame supplémentaire) veulent nous imposer au prix de 10 milliards/an pendant les 20 prochaines années (renouvelables tous les 20 ans d'ailleurs).

La loi suisse est très claire, encore faudrait-il que nos politiciens la lisent et ne l'interprètent pas pour leurs combats idéologiques.

Les exploitants doivent supporter les coûts des déchets et du démantèlement, ils sont redevables sur l'entier de leurs biens, ils sont solidaires entre eux (en cas de faillite/liquidation d'une société) et en tout dernier ressort la confédération assurera le reste (elle valide les estimations et gère les fonds).

Donc avant que le contribuable paye, il y a une sacrée marge ! Dans les faits, ces coûts représentent aujourd'hui (pour la période 2011-2016) ~1,6 centimes par kWh et ce sont, à l'instar de la "taxe au sac"¹, les consommateurs (contribuables) qui la payent (comme les salaires de nos politiciens).

Ces coûts sont actualisés tous les 5 ans par les exploitants qui les transmettent aux autorités suisses qui les expertisent puis les valident (il sont donc approuvés).

En 2012, il y a eu une certaine agitation chez les Verts. Ces coûts avaient subis une augmentation de 10%, ce qui sur 5 ans et compte tenu des avancées technologiques reste

¹ Introduite le 01 janvier 2012, la "taxe au sac" permet, en Suisse, de facturer aux citoyens la production de leurs ordures ménagères.

à mon sens raisonnable (si on les compare aux budgets pour faire des trous sous les montagnes ou au prix du millimètre d'autoroute), mais bon...

Cette augmentation a été le prétexte à une campagne de désinformation, appuyée par des autorités complaisantes, concernant les compétences des dizaines de spécialistes, dont je fais partie.

Ainsi la loi devait être re-révisée coûte-que-coûte.

D'où la proposition d'augmenter les cotisations des centrales (donc des clients-contribuables), massivement et rapidement, afin de renchérir le coût du kWh nucléaire dans le but de rendre plus compétitif les énergies renouvelables (EnR) (ça ne suffira pas mais bon, il faut faire feu de tout bois).

L'astuce trouvée a été de diminuer le rendement des investissements à 2,5 - 3 % par an (démentie récemment par les derniers chiffres de +9,6%). L'argent n'est pas perdu, mais on se rapproche de la gestion de nos caisses maladies en 1990 dans les cantons de Genève, Vaud, etc...

Une autre semi-vérité, de notre lutin vert, consiste à dire que les centrales n'ont pas assez cotisé AUJOURD'HUI, ce qui n'a aucun sens dans le cadre des fonds qui sont "révisés" tous les 5 ans et dont l'alimentation est répartie / étalée sur la durée d'exploitation "prévue" (50 ans pour les plus anciennes et 60 ans pour les deux plus jeunes). Mais, comme les phases de la lune et du soleil, cela peut influencer la politique politicienne des plus sensibles.

Donc annoncer fièrement qu'après avoir savonné la planche, appâté les requins et s'être assuré qu'aucun secours ne pointait à l'horizon, on offre une bouée est tout simplement une manœuvre abjecte pleine de cynisme (j'en suis vert de rage).

Parlons maintenant de cette bouée percée. Ca consiste à dire : vous payerez ce que vous devez (selon vos estimations), mais pourrez le faire après l'arrêt des exploitations ! Super Simplet a inventé le crédit à la déconstruction, l'antiparticule nécessaire pour équilibrer le crédit pour les EnR (appelé RPC ou Racket Populo-Communiste) :
<http://www.referendum-rpc.ch/index.php?id=18>

Donc les exploitants qui, rappelons le quand même, sont à la base des entreprises publiques et financées par nos fonds de pension (la diminution des rentes due aux "pertes des exploitants" sera le cadeau "Malux" collatéral après les triples effets pas cool), doivent minimiser "leurs" (nos) futures pertes, qui s'additionneront aux coûts des EnR.

C'est dans ce contexte partisan (utiliser "particulier" aurait été une tromperie intellectuelle), que les exploitants doivent choisir entre la Peste et le Choléra.

A savoir : je devrais m'acquitter d'un montant sans avoir de revenu (perte sèche et certaine, dont le coût reste incertain) ou j'investis pour poursuivre l'exploitation (revenu) sans savoir pendant combien de temps (retour sur investissement?), mais on verra plus tard.

Peut-être que le peuple Suisse finira par se rendre compte tout seul que certains "verts" préparent le hold-up du siècle.

Sur le volet de la sécurité.

Compte tenu des omissions récurrentes des journalistes depuis le 11 mars 2011 (Fukushima), il est clair que ce sujet n'est pas porteur et ne mérite aucun débat. Les seuls spécialistes accrédités (ceux de Greenpeace bien sûr) ont déjà tout dit. En fait, ils radotent depuis tellement longtemps les mêmes arguments qu'ils ont forcément raison. Il paraît qu'un mensonge répété mille fois devient une vérité.

Dans les années 1970, on parlait d'une formule de la terreur, qui prédisait qu'à force de faire des essais atmosphériques, l'air deviendrait toxique pour l'humanité.

Les Verts ont trouvé une nouvelle norme de destruction massive, la "Comptabilité Idéologique Anti-...! ".

C'est pratique, la fin est adaptable à l'envie et les conséquences sont toujours supportées par les mêmes CON-tribuables.

On pourrait encore aborder :

- les conséquences sur les réseaux qui doivent devenir intelligents (pas facile, mais plus simple que pour les politiciens),
- l'impact sur l'économie (en premier lieu les PME qui seront soumises à la RPC, les grandes entreprises étant exemptées comme en Allemagne, par exemple), puis les finances des cantons concernés (-40 millions/an pour Berne),
- notre dépendance vis-à-vis de l'étranger (on est tellement riche),
- l'urgence de mettre à la casse des installations au top-sécurité (rééquipement oblige),
- la nécessité bien Suisse de faire tellement mieux que les autres sans pouvoir leur vendre notre production trop chère mais oh combien exemplaire (y-en-a point comme nous, hein), etc...

A quand un vrai débat sans le théâtre guignol (on appelle cela un débat démocratique, mais c'est tellement rare dans les médias...), à quand un référendum sur ces questions ?

Pas le temps voyons, il y a le Grippen (0,6 Md/an), la vignette (0,6 Md/an), etc...

Qui pourrait s'intéresser à une question à (au minimum) 10 Mds/an, renouvelable tous les 20 ans, hein qui ?